

Article original

Le Darfour comme rampe de conquête du pouvoir au Tchad (1960-1990)

Ali WAIDOU

Enseignant-Chercheur à l'Université de Moundou,

Tel. 00235 66298347/99142085

E-mail : aliwaidou@gmail.com.

*Auteur correspondant : robachims9@gmail.com

Article soumis le 20/02/2020 et accepté le 24/05/2020

Résumé : Le Tchad, dès son accession à la souveraineté internationale a connu de moments de troubles. Le Darfour, zone frontalière avec le Soudan a joué un rôle décisif dans cette déstabilisation. Cet article montre comment le Darfour a servi de tremplin pour la conquête de pouvoir politique au Tchad de 1960 à 1990, date de la prise de pouvoir par Idriss Deby. En vue de l'élaboration de cette contribution, des recherches documentaires ont été menées, certains acteurs de la crise interrogés ainsi qu'une observation directe sur le terrain. Ce qui nous a permis d'arriver au constat d'après lequel, le Darfour a favorisé la naissance du FROLINAT, première rébellion armée contre le pouvoir central. Le Darfour a favorisé la prise de pouvoir par les FAN ainsi que celle du pouvoir d'Idriss Déby.

Mots-clés : Darfour, rampe, pouvoir, conquête, Tchad.

Abstract: Chad, since its accession to international sovereignty has experienced moments of unrest. Darfur; border area with Sudan played a decisive role in this destabilization. This article shows how Darfur served as a springboard for the conquest of political power in Chad from 1960 to 1990, when Idriss Deby took power. In order to draw up this contribution, documentary research was carried out, certain actors of the crisis interviewed as well as direct observation in the field. This allowed us to arrive at the conclusion that Darfur favored the birth of FROLINAT, the first armed rebellion against the central power. Darfur favored the takeover of power by the FAN as well as that of Idriss Déby.

Keywords: Darfur, ramp, power, conquest, Chad.

Introduction

Le Tchad a traversé et traverse encore de moments de troubles. Une longue période d'instabilité a caractérisé ce pays. Il est ainsi intéressant de mener une étude minutieuse en vue d'éclairer l'opinion nationale et internationale sur ces vicissitudes en vue d'en tirer de leçons pour l'avenir.

Cette contribution montre que le Darfour a favorisé la naissance du FROLINAT, la première rébellion contre le régime de François Tombalbaye ; le Darfour a été pour les FAN d'Hissein Habré, un tremplin sans lequel la prise de pouvoir n'allait pas être possible face aux GUNT et c'est à partir du Darfour que Idriss Déby a renversé le régime de Habré. Il est question en un mot dans cet article de montrer le rôle qu'a joué le Darfour dans l'instabilité du Tchad en général et dans la conquête du pouvoir de N'Djamena en particulier.

1. Méthodologie

En vue de réaliser cette contribution nous avons procédé à la recherche documentaire en consultant certains ouvrages spécifiques et généraux ayant trait à notre sujet. En plus de cela, une observation directe sur le terrain a été faite puisque nous sommes témoins de certains de ces événements que le Tchad a connus. Utilisant des sources orales, des interviews et entretiens ont été menés auprès de quelques personnes acteurs et témoins de l'histoire tumultueuse du Tchad. Les données collectées ont été analysées d'après la méthode combinatoire tenant compte de la diachronie, de la synchronie et de la systémie. Ce qui nous permet d'arriver aux résultats escomptés concernant le rôle décisif que le Darfour a joué dans l'histoire tumultueuse du Tchad.

2. Résultats

2.1. De la révolte Moubi de Mangalmé à la naissance du FROLINAT au Darfour

Juste après son indépendance en 1960, le Tchad connaît de troubles. D'abord dès 1963 avec l'arrestation par le régime des principaux leaders politiques mécontents suite à l'abolition des partis politiques de l'opposition. Aussi, la maladresse de l'administration provoque-t-elle des soulèvements des populations. Il s'agit de la révolte de Mangalmé qui va être récupérée par les leaders politiques de l'opposition.

En effet, la maladresse de l'administration coloniale vis-à-vis des populations de l'est provoque un malaise profond parmi les populations. Ces dernières sont promptes à se révolter contre l'administration coloniale. C'est dans ce contexte que le Tchad accède à l'indépendance le 11 août 1960. Cependant, avant l'accession à la souveraineté internationale, trois (3) partis politiques dominaient alors la scène politique tchadienne. Il s'agit de l'Union démocratique tchadienne créé en 1947 qui est une section locale du Rassemblement du peuple français (RPF), ce parti reçoit le soutien de l'administration. C'est le parti des notables, notamment les Sultans et les chefs de canton. Jusqu'en 1952, ce dernier est la principale force politique dans le nord du pays. Ensuite vient le Parti Progressiste tchadien (PPT), section locale du rassemblement démocratique africain (RDA), qui est plutôt bien implanté dans le sud du pays et est animé par les cadres du sud majoritaires dans l'administration. À partir de 1952, ce parti devient la principale force politique du pays, l'un de ses principaux dirigeants est François Tombalbaye. Et enfin vient le Mouvement socialiste africain (MSA), affilié à la SFIO, et fondé par Ahmed Koulamallah. Ce dernier adoptera des positions hostiles à l'indépendance du Tchad. Ngarta Tombalbaye devient Premier ministre le 29 mars 1959 et son Parti, le PPT-RDA, remporte les législatives en mai de la même année. Le Tchad accède à l'indépendance avec ce dernier (Doual, 2006 :357).

Cependant, un certain nombre de soubresauts entament le processus politique sous le régime de François Tombalbaye. En effet, à partir de 1962 le premier président tchadien procède à la dissolution de tous les partis politiques sous prétexte que ceux-ci constitueraient une menace à l'unité du Tchad. Cette dissolution s'est accompagnée de la mise en place du système de parti unique qui produit une rupture historique dans l'évolution politique du Tchad en raison de la personnalisation croissante du pouvoir. Le chef de l'État se met à renforcer son pouvoir politique en se donnant des moyens constitutionnels afin de contrebalancer le poids de l'opposition interne. C'est ainsi qu'en avril 1962, une nouvelle Constitution est adoptée. Celle-ci accorde une nouvelle prééminence au chef de l'État qui devient indépendant de l'Assemblée Nationale et véritable chef du pouvoir exécutif. Ce qui lui permet de nommer et révoquer librement les membres de son gouvernement (Haggar, 2007 :193).

Il n'est pas anodin de rappeler que le facteur ethnique a même déjà joué à la veille de l'indépendance avec la position adoptée par Ahmed Koulamallah. En effet, pour ce dernier, le Tchad s'il doit être indépendant, il doit l'être, à ses yeux avec un « nordiste ». Car il est inconcevable qu'un *kirdi* (païen) gouverne le Tchad. Ainsi, dans les régions musulmanes du nord et du centre, la victoire du PPT-RDA est perçue sous le prisme de la victoire du Sud et des Sara et non comme celle de tout le peuple tchadien (Haggar, 2007 : 358).

Ce facteur ethnico-religieux va demeurer, de la veille de l'indépendance à nos jours un des déterminants explicatifs de la crise tchadienne. Très tôt, le Tchad sera marqué par une instabilité quasi permanente. Dans l'espace public tchadien, s'installe très tôt le cycle opposition/répression, conduisant à l'arrestation, à la condamnation à mort de plusieurs cadres du nord dont certains ont déjà choisi le chemin de l'exil. Le Darfour constitue dès lors pour ces derniers un sanctuaire, c'est-à-dire un lieu de refuge. En effet, le Soudan a toujours constitué pour les élites tchadiennes du Nord, un pôle d'attraction idéologique et un sanctuaire dans la lutte

contre le pouvoir central. Elles pensent du coup que l'orientation francophone du gouvernement de Tombalbaye les écarte des postes de responsabilité. Leurs diplômes obtenus dans les pays arabes ne leur servent à rien, le pays n'ayant pas encore adopté le bilinguisme et l'enseignement de l'arabe n'occupait qu'une place congrue (Bangoura, 2006 :44). C'est dans ce contexte que va intervenir la « jacquerie paysanne » de Mangalmé, instrumentalisée par les hommes politiques hostiles au pouvoir de N'Djamena.

Comme nous venons de le dire, le Président Ngarta Tombalbaye se lance dans une politique consistant à écarter successivement les opposants politiques internes et externes. Sa tactique consiste à s'attaquer tantôt aux uns en ménageant les autres, et inversement en utilisant la traditionnelle méthode de complot politique. Le système de parti unique sera légitimé au congrès de Fort-Archambault où un nouveau parti unique est créé. Ce parti servirait de creuset à l'unité nationale, un cadre où les discussions pourraient se dérouler selon le centralisme démocratique. Même si la plupart de leaders de l'opposition ont été invités à ces assises, il y était purement et simplement question de la suppression de tous les autres partis politiques de l'opposition. Aux yeux du président, le PPT/RDA était « l'incarnation de la Nation et de la volonté populaire » (Bouquet, 1982 :45).

La conséquence qui découle de cette situation est l'arrestation des responsables politiques, chose qui provoque une certaine consternation dans le pays, surtout dans les milieux islamisés. En outre, avant 1963, Tombalbaye avait su gérer avec tact et sagesse les populations musulmanes mais à partir de cette date, la balance commence à pencher sérieusement au désavantage de ces dernières. En réalité, cette situation n'a fait qu'agrandir le fossé Nord-Sud au nom d'une prétendue unité nationale (Kovana, 1994 :98).

En conséquence, se développe entre « les populations marginalisées » une certaine solidarité au détriment de l'unité nationale. À cela s'ajoute le renforcement de cet état d'esprit par

le sentiment religieux, beaucoup se sentant brimés du fait de leur appartenance à la religion islamique. Or, au moment où commence l'administration coloniale au Tchad en 1900, l'islam occupe à peu près le même espace que nous lui connaissons actuellement, à savoir les neuf préfectures situées au-delà de la rive droite du fleuve Chari (Coudray, 1986 :18) d'où la dualité, l'ambivalence culturelle opposant les ressortissants du « sud », animiste et chrétien et ceux du « nord », musulman en majorité.

Dans ce sillage, en 1965, en pays moubi (région du Guéra), des paysans se révoltent contre le pouvoir à cause, selon eux, des taxes abusives instituées par le pouvoir central. Face à ce qu'ils qualifient d'abus fiscaux, les chefs de village se sont concertés et ont décidé d'envoyer des délégations vers leurs chefs hiérarchiques respectivement à Ati¹ et à N'Djamena mais en vain. Ils arrivent à la conclusion que la seule issue possible qui leur reste, c'est de se confier à « Allah » pour qu'il leur donne la force et le salut de résister contre ces « malfaiteurs ». Et il a été finalement arrêté que si une autorité arrive dans les villages, elle serait affrontée avec les armes blanches. Or, le préfet du Batha Doungar N'Garbaroum, beau-frère du Président Tombalbaye, a eu vent de cette réunion et a quitté pour se rendre dans ces villages « hostiles », précisément le village de Garmolo, situé à 10 kilomètres au nord de Mangalmé. Arrivé dans ce village, le Préfet ordonne aux Gardes nationales et nomades de rassembler la population, et ce en présence du chef dudit canton, Bachar Gadayé. Le but de la visite du Préfet est de faire passer un message à l'attention de la population. Avisée de cette visite par les chefs de villages, la population s'est minutieusement préparée à l'affrontement. Contre toute attente, un jeune homme sort du quartier et blesse le Préfet à l'aide de sa sagaie, celui-ci s'écroule, provoquant une débandade du côté de la délégation préfectorale. Cet incident se déroule le 25 octobre 1965.

¹ À cette époque le Poste Administratif de Mangalmé dépendait encore du Batha et non du Guera comme c'est le cas actuellement.

Une première délégation de sensibilisation au poste administratif de Mangalmé est envoyée sur place par le pouvoir central. Curieusement cette délégation gouvernementale ne rétablit pas l'ordre, mais attise plutôt la tension existante. Beaucoup de personnes hostiles ont été massacrées sur place, précisément dans le village de Bitchotchi. La riposte de la population de cette localité ne s'est pas faite attendre, et la délégation gouvernementale est obligée de rebrousser chemin en direction d'Oum Hadjer, chef-lieu de la Préfecture.

Après cet événement de Bitchotchi du 10 novembre 1965, les populations des cinq villages de cette localité se rebellent et regagnent ainsi la brousse. Le pouvoir pratique à l'endroit de ces « rebelles » la politique de la terre brûlée qui consiste en l'élimination systématique des habitants de ces villages. Cette affaire se complique et le gouvernement a ainsi des difficultés pour atténuer la tension qui est de plus en plus préoccupante, quand bien même il y avait des tentatives de réconciliation entre le gouvernement et les populations insurgées conduites par certains leaders locaux. Il y aura certes une période d'accalmie mais qui sera de courte durée.

Ainsi, toutes les conditions sont réunies pour qu'une rébellion naisse dans cette partie du pays. Au fait à notre avis, ce qui pose problème n'est pas forcément le renforcement par le pouvoir Tombalbaye du système d'imposition fiscale, mais plutôt la configuration de la nouvelle élite installée au pouvoir. Car, ce qu'on pourrait appeler « les abus fiscaux » ne sont qu'une « goutte d'eau qui vient déborder le vase ». Les populations du Tchad oriental auparavant vivaient sous un système qui fonctionne sur la base des prescriptions du Coran. En 1900, l'administration coloniale s'installe et met fin à ces pratiques antérieures devenues populaires dans cet espace. Elles sont remplacées par d'autres formes de pouvoir entraînant ainsi de bouleversements socio-économiques et des résistances qui débouchent sur des luttes politiques (Bangoura, 2005 :63). Les populations musulmanes doivent désormais collaborer avec un pouvoir contrôlé par les

« sudistes » alors même que ces derniers étaient sous le contrôle des premiers pendant la période précoloniale. Les futurs fondateurs du FROLINAT récupèrent cette jacquerie de Mangalmé et l'utilisent à des fins politiques. C'est dans ce contexte que va naître le premier mouvement politico-militaire, le FROLINAT au sud-Darfour.

Les leaders politiques d'opposition vont instrumentaliser les contestations paysannes à des fins politiques. Dans les faits, plusieurs mouvements de contestations ont été créés au préalable à cet effet. Il s'agit entre autres du Front de Libération du Tchad (FLT) qui émanait du Mouvement National de Libération Tchadien (MNLT) et l'Union Nationale Tchadienne (UNT). Son leader Ibrahim Abatcha multiplie ses contacts avec les pays révolutionnaires et réussit ainsi à former militairement certains de ses partisans notamment en Egypte avant de les déployer au Darfour (Soudan). On assiste ainsi à des revendications beaucoup plus politiques où beaucoup d'autres groupes vont se mettre ensemble contre le régime en place.

Quelques jours après, se tient à Nyala, au sud du Darfour au Soudan, du 19 au 22 juin 1966, un congrès qui aboutit à la naissance du FROLINAT. Son programme politique en huit points visait à tout mettre en place en vue de renverser le pouvoir de N'Djamena. (Djarma, 2003 :46-47). À l'issue du congrès, Ibrahim Abatcha est désigné secrétaire général du FROLINAT.

Peu de temps après sa création, ce mouvement commence à faire tâche d'huile partout à l'est du Tchad. Ainsi, onze jours seulement après sa création officielle à Nyala, celui-ci par le biais de l'Armée de Libération Nationale (ALN), attaque comme première cible la localité de Mangalmé, le 3 juillet 1966. La réaction des forces gouvernementales ne s'est pas fait attendre. Le bilan est très lourd : on parle de plus de cent morts². Ce qui oblige le mouvement à ne se contenter que de petites actions militaires.

² Entretien avec ROUTOUANG YOMA GOLOM, Ndjamen, mai 2010.

2.2. Le Darfour et la prise du pouvoir par les Forces Armées du Nord (FAN) de Hissein Habré

Nous présentons sommairement dans cette partie, les étapes du cheminement des FAN vers le pouvoir. En effet, dans le processus de la conquête du pouvoir, Hissein Habré a franchi quelques étapes. Il s'agit de celle de son émergence sur l'échiquier politique tchadien où le jeune administrateur entre en rébellion contre le régime de Tombalbaye. La deuxième étape est celle de son ascension politique. En effet, devenu célèbre après l'affaire Claustre, Habré réussit grâce aux puissances étrangères notamment la France, le Soudan et certains pays arabes, à se faire nommer Premier ministre. Enfin, au cours de la dernière étape (1979-1982), après une tentative de coup d'Etat contre le Président Malloum en 1979, puis une autre contre Goukouni en 1980, Habré réussit à prendre le pouvoir en 1982 après une longue offensive militaire à partir du Darfour.

Le grand bénéficiaire de ces vicissitudes politiques que traverse le régime de Goukouni est bien entendu Hissein Habré. Le Soudan renforce sa sécurité à la frontière, mais apporte une aide substantielle aux FAN d'Hissein Habré. Il faut faire remarquer au passage que le seul leader tchadien opposé au Colonel Kadhafi est Hissein Habré. Ce dernier venait donc de rejoindre au Darfour ses troupes après un long périple qui l'a conduit du Nigeria en Côte-d'Ivoire, au Maroc, en Égypte puis à Khartoum. Le SDECE commence à le soutenir dès janvier, la CIA, l'Égypte et le Soudan lui emboîtent les pas. Sans pour autant négliger l'aide de la France dont les FAN trouvent d'être passive face à l'invasion libyenne. Hissein Habré souhaite par ailleurs que le nouveau président américain, Ronald Reagan, prenne au sérieux cette question tchadienne (Le Moine, 1997 :202).

Finalement, tous les responsables du GUNT s'accordent qu'une fusion avec la Libye est impossible. En revanche, le fait que la France soutienne Hissein Habré relance leur coopération avec le colonel Kadhafi. Ainsi, dans la région de Biltine, les combats violents se déclenchent entre les forces du GUNT-appuyées par la

Libye- et les FAN. Il faut souligner que depuis leur départ de N'Djamena, les forces d'Hissein Habré ont combattu sans relâche, d'abord à partir de leur sanctuaire de Aramkolé, puis en prenant le contrôle d'un territoire divisé en cinq zones : Ennedi, Biltine, Ouaddaï-Est, Ouaddaï-Sud et Salamat-Est. Lors des combats de Biltine, les FAN ont même abattu trois hélicoptères et détruit trois chars T-55, mettant ainsi à mal l'armée régulière du GUNT aidée par la Libye (Le Moine, 1997 :203).

Après sa victoire contre les FAN le 15 décembre 1980, le GUNT crée le 15 mai 1981, un organe réunifié dénommé « Conseil National de la Révolution ». Ce conseil qui est dirigé par un bureau exécutif compte quinze membres. En tant que Conseil National de la Révolution, il décide de fêter avec faste la date du 22 juin 1981, date anniversaire du FROLINAT. Le président du GUNT, Goukouni Weddeye, informé une semaine d'avance, marque son accord. Contre toute attente, on constate que tous les drapeaux du FROLINAT qui flottaient tout au long des principales rues de la capitale ont été enlevés et le siège du secrétariat général dudit mouvement investi par la Police Militaire. Les délégations venues de l'étranger à cet effet s'indignent devant cette attitude du président qui, propulsé au pouvoir par le FROLINAT, empêche celui-ci de commémorer son anniversaire ! Le GUNT venait ainsi de poser un acte pouvant coûter son départ.

Le 17 septembre, le Président de la République est reçu à l'Élysée par son homologue français François Mitterrand. Induit en erreur par ses conseillers pro-français, Goukouni demande le 30 octobre 1981 le retrait des troupes libyennes dans un délai de trois mois. Le 3 novembre, date d'ouverture du sommet France-Afrique à Paris, le colonel Kadhafi décide lui-aussi de retirer ses troupes en trois jours³. Les FAN profitent de cette occasion en rompant la trêve et en lançant une grande offensive contre l'Armée Nationale Intégrée du GUNT. Les forces rebelles réalisent ainsi une percée

³ Or le GUNT est soutenu par les forces libyennes, leur départ ouvre ainsi la porte aux forces des FAN de remporter des victoires sur les forces loyalistes du GUNT.

spectaculaire ; Guereda tombe entre leurs mains le 3 novembre 1981, Adré le 5 novembre, Am Zoer le 13, Abéché le 19, Biltine le 23, Kotoro Falata le 5 décembre, Ati le 30 mai 1982, Massaguet le 5 juin 1982 et N'Djaména le 7 juin. Ainsi, Hissein Habré aidé par des pays opposés à l'invasion libyenne (Soudan, l'Égypte, les États-Unis d'Amérique et la France), réussit à renverser le GUNT installé au pouvoir à N'Djaména. Hissein vient ainsi de conquérir, à partir de son sanctuaire du Darfour et ce, pour la seconde fois, le pouvoir. Ce dernier gère ainsi le pays d'une main de fer ; il instaure un régime dictatorial. Cette forme de gouvernance qu'il adopte ne permet pas au pays d'amorcer son évolution politique. Aussi la guerre contre la Libye qui a une ambition expansionniste dans la sous-région, finit-elle par affaiblir le pouvoir dictatorial de Habré. C'est dans ce contexte qu'une rébellion née au Darfour, dirigée par Idriss Deby finit par le renverser en décembre 1990.

2.3. Le Darfour et le renversement de Hissein Habré par Idriss Deby

Les forces qui vont nuire au pouvoir FAN vont émerger de l'intérieur. Ainsi, les rivalités entre les principales composantes ethniques (Gorane, Zaghawa et Hadjeraï) du noyau dirigeant FAN vont apparaître. Elles se manifestent sous la forme de coups d'État manqués. Les meneurs reprennent le chemin du Darfour qui constitue pour eux un sanctuaire. En effet, le Darfour est pour ces leaders rebelles⁴ un lieu de refuge. D'abord, la première tentative de renversement de Habré est venue du capitaine Maldom Bada Abbas et de certains éléments de son groupe. Les Hadjeraï (ethnie de Maldom Bada Abbas) étant mécontents de l'assassinat de leur parent Idriss Miskine en 1988. Beaucoup d'entre eux se rebellent et finissent par se réfugier au Darfour.

Ensuite, le 1^{er} avril 1989, un groupe d'officiers zaghawa composé de Hassan Djamous, Brahim Mahamat Itno et Idriss Déby, chef

⁴ Il s'agit surtout des trois officiers zaghawa qui se sont rebellés contre le pouvoir de Habré en avril 1989.

d'État-major de Habré, échouent à leur tour et s'enfuient vers le Darfour, que seul Idriss Déby va atteindre. Les deux autres tombent en chemin. En compagnie de certains éléments de l'armée, ils arrivent à s'enfuir et à rejoindre dans un premier temps le Sultan zaghawa Daoussa dans le Darfour soudanais, à la surprise des Tchadiens de l'intérieur et de l'extérieur. Cependant depuis le 28 mai 1987, des rumeurs persistantes relatives à la naissance du Mouvement de Salut National (MOSANAT) circulaient, elles finissent par se confirmer et ces chefs de guerre ont ainsi regagné le MOSANAT⁵. Ainsi, l'action du 1^{er} avril et le MOSANAT luttent désormais pour une même cause.

Déjà, des accrochages ont lieu du 5 au 29 novembre à Bamichi puis à In Suru. Le MOSANAT et l'action du 1^{er} avril ont fait ensemble leur première expérience de combat (Djarma, 2003 :260). Au cours de ces accrochages, le chef d'état-major de ce mouvement insurrectionnel, Adoum Hagggar, trouve la mort à Bamichi et est remplacé par Hanou Hassan, un ancien de l'École de guerre. Le 22 juin 1989, jour anniversaire de la naissance du FROLINAT, une réunion a regroupé à In Suru tous les responsables de l'Action du 1^{er} avril. C'était en présence de Adoum Togoï, ancien chef d'état-major des Forces Armées Populaires (FAP) qui a occupé d'importants postes de responsabilité au sommet de l'État tchadien. L'ordre du jour de la réunion portait sur la procédure de désignation d'un émissaire qui aurait la charge de contacter les autres sensibilités politiques en vue d'une éventuelle conférence au maquis.

C'est ainsi que Maldom Badda Abbas du MOSANAT et Nadjita Beassoumal des FAT-MRP ont répondu à l'appel. Du 8 au 11 mars 1990, l'Action du 1^{er} avril, le MOSANAT et les FAT-MRP se sont

⁵ Le MOSANAT (Mouvement pour le Salut National du Tchad) fut créé le 26 octobre 1986, suite ce qu'il qualifie de « situation politique critique qui sévissait au Tchad ». Situation caractérisée par l'injustice, le népotisme et la « purification ethnique. » ce mouvement a opéré pendant un temps à l'intérieur du pays, et surtout au Guera avant de regagner le Darfour soudanais où il reçoit l'aide matérielle et financière de la Libye à partir d'octobre 1987.

retrouvés en conclave à Bamina, en vue de créer le Mouvement patriotique du Salut (MPS). Là aussi, le facteur ethnique et/ou clanique a joué un rôle déterminant dans ce Congrès de Bamina selon un de nos enquêtés, témoin oculaire de ce qui s'est passé. En effet, il est certain que le MOSANAT de Maldom Badda Abbas est dans le maquis depuis un certain temps et bien avant le groupe dirigé par Idriss Déby. Dans un contexte où le Soudan, la Libye et le Tchad tentent d'harmoniser leurs points de vue, notamment la normalisation de leurs relations diplomatiques, le Congrès adopte une position stratégique. Il s'agissait de confier la présidence du mouvement à Idriss Déby, un Zaghawa, puisque dans ce contexte précis, le mouvement a besoin du soutien des membres de ce clan qui se verront tout de suite dans l'obligation de soutenir un des leurs. Pour d'éventuels soutiens au centre du pays, le MPS aura besoin de s'appuyer sur les Hadjerai, des peuples de montagnes, habitants pour la plupart au centre du pays. Pour ce faire, la vice-présidence est confiée à Maldom Badda Abbas.

Après cette phase de création, le MPS naissant lance deux offensives : la première, militaire, est lancée contre les postes de Tiné, Iriba et Guereda ; et la seconde, diplomatique, consiste à sensibiliser les partenaires extérieurs des vraies intentions de ce mouvement embryonnaire. D'après les dépositions de Allamine Fadoul Abdoulaye⁶, les premières attaques lancées par le MPS naissant se sont soldées par un échec. Après cette défaite, les insurgés se sont repliés à Enn Farra, un endroit suffisamment stratégique. Ils ont étudié les stratégies pouvant leur permettre de chasser Hissein Habré du pouvoir, car militairement celui-ci est encore très fort, le rapport de force étant en sa faveur. Idriss Déby convoque une réunion au cours de laquelle il demande le point de vue de ses combattants sur la conduite à tenir. Lors de cette réunion, il a été convenu de cantonner les forces rebelles

⁶ Interrogé par Garonde Djarma, il fut successivement membre de la protection rapprochée du colonel Déby au maquis, officier de liaison du Président Idriss Déby puis commandant-adjoint de la sécurité rapprochée à la présidence de la République et commandant adjoint du régiment, à Am Sinene.

dans des endroits stratégiques et d'envoyer ensuite une mission de sensibilisation auprès des autres opposants tchadiens de la diaspora, et surtout en Libye et ailleurs. Après avoir recueilli les avis de ses fidèles, Idriss Déby s'en va en Libye par voie terrestre. De Syrte il continue sur Ouagadougou, Lomé puis Amsterdam. À Lomé dans la capitale togolaise, une importante réunion se tient sous la présidence de Gnassingbé Eyadema le 20 mai 1990. Des émissaires français, gabonais et burkinabé prennent part à cette réunion. Cinq (5) points étaient à l'ordre du jour : il s'agit de la démocratisation ; la non révision des Accords de coopération militaire entre la France et le Tchad ; la sauvegarde des intérêts économiques des Occidentaux ; engagement à ne pas livrer les prisonniers de guerre libyens ; et enfin la restitution des matériels militaires américains (Magnant, 1989).

L'acte du décès du pouvoir UNIR est signé lors de la réunion d'Amsterdam aux Pays-Bas qui se tient dans la perspective de parachever la réunion de Lomé du 20 mai 1990. En effet, quatre jours durant, se sont déroulées des discussions entre la délégation du MPS d'une part conduite par Idriss Déby, et celle des envoyés spéciaux de l'Élysée que sont Jean-Christophe Mitterand, le General Quesnot chef d'État-major particulier du Président Mitterand, un agent de la CIA prénommé Michaël et quelques agents de la DGSE. De grands officiels africains prennent également part à cette rencontre. Il s'agit du directeur de cabinet du président togolais, et le gabonais Koumba-Mouity. « Ce qui y a été reproché au président, ce n'est pas sa mauvaise manière de gérer son pays mais plutôt son refus de se laisser conduire par eux comme un mouton à l'abattoir » rapporte Djarma (Djarma, 2003 :264). En effet, l'Élysée est déçu par le revirement du président tchadien qui privilégie les États-Unis d'Amérique au détriment de la France. En clair, Hissein Habré tourne manifestement le dos à la puissance colonisatrice ; c'est ce qui alimente une crise franco-tchadienne (Ibid).

Après ce long périple, le patron du MPS revient en Libye où il tient une réunion avec les représentants de l'opposition tchadienne

se trouvant en Jamahiriya. Le compte rendu de la réunion d'Amsterdam est fait et les clauses de ladite rencontre portées à la connaissance des participants. Ainsi, les personnalités dont les noms suivent adhèrent au MPS sans conditions, il s'agit de Ahmat Hassaballah Soubiane, Abderahmane Amir, Ahmat Abakar, Mahamat Hassan « Al Inghaz ». Parmi les officiers, il y eut entre autres Ali Brahim Oumar et Kabba Moudardam qui gagnent le maquis avec deux cents combattants.

De retour à Bamina, un dernier Congrès se tient et l'État-major est constitué de la manière suivante : chef d'état-major général : Abbas Koty Yakhoub ; 1^{er} adjoint : Ali Brahim Oumar ; 2^{ème} adjoint : Kaffine Chahadallah ; Commissaire à la défense : Djibrine Dassert ; Adjoint au commissaire à la défense : Becher Moussa Houno.

Juste après ce Congrès, le MPS se confronte à une difficulté de taille susceptible de compromettre même son avenir. En effet, Idriss Déby est convoqué à El Fasher par les autorités soudanaises. Trois généraux le somment de quitter Bamichi avec ses forces pour s'installer en plein désert à Khazane, une zone non stratégique sans eau ni montagne. À l'origine de ce revirement se trouve le fait que le Soudan, la Libye et le Tchad, par une action concertée, veulent éliminer définitivement le MPS qui constitue un foyer de tension entre les trois pays voisins et « frères ». En réponse, le MPS demande aux autorités soudanaises un délai de trois (3) semaines en vue de se préparer à regagner le site indiqué⁷. De retour d'El Fasher, Déby tient une réunion avec son État-major et porte à la connaissance de celui-ci la décision des autorités soudanaises. L'information traumatise le mouvement. Contre toute attente, le mouvement reçoit Mahamat Saleh Adoum Djarou qui leur fait parvenir frauduleusement du carburant contenu dans cinq(5) camions citernes qu'il a réussi à introduire au Darfour à l'insu des

⁷ Entretien avec Beyom Malo Adrien, N'Djamena, juin 2010.

autorités libyennes, lequel carburant aurait été acheté à Koufra, une ville libyenne⁸. Ce geste permet aux insurgés de poser un acte contre le pouvoir en place. Une réunion des officiers est convoquée. Ces derniers estiment qu'au lieu d'aller au site indiqué, rien ne les empêche d'attaquer les positions des forces gouvernementales tchadiennes⁹.

Ainsi, le mouvement bouge le 10 novembre 1990 en attaquant le quartier général des FANT basé à Tiné ; c'est Déby lui-même qui dirige les opérations. Les affrontements sont d'une violence extrême et durent quarante-huit (48) heures et se terminent par un repli tactique des forces du MPS à Komou, en territoire soudanais. Les FANT lancent une poursuite contre la rébellion en territoire soudanais. Elles attaquent ainsi les forces du MPS le 13 novembre 1990. Des embuscades sont tendues partout par la rébellion au cours de son repli, permettant à cette dernière de mettre les forces des FANT en déroute en leur faisant subir une perte énorme. Ce qui permet à Idriss Deby d'investir la localité de Tiné. Le lendemain, Adré est sous le contrôle de la rébellion et Idriss Deby et ses troupes y passent la nuit. Le MPS est informé par le canal de la radio (captée par l'officier des transmissions des FANT) que le président Hissein Habré a bougé de Bardaï en direction de Ounianga Kébir puis Tiné (Doual, 2006). L'officier des transmissions fait remarquer que le poste ennemi ne devait pas être à côté d'une zone montagneuse, car son signal était très fort ; cela ne pouvait être qu'en plein Sahara en terrain dégagé. Le nom de Bardaï est utilisé pour brouiller les pistes. Après cette information, Idriss Déby et ses hommes, quittent pour Tiné et réoccupe cette localité (Kagne, 1995 :54). Dans les rangs des FANT, le bilan fut très lourd : au total cinq mille¹⁰ prisonniers de

⁸ Entretien avec un ancien membre du MPS le 24 novembre 2010 à Moundou.

⁹ Il faut remarquer que, cet acte posé par Mahamat Saleh Adoum Djerou a été salubre pour ce mouvement en difficulté. Son geste est salubre pour la rébellion en ce sens qu'il leur permettra de franchir la frontière ; et bénéficier encore d'autres appuis notamment le ralliement massif des militaires du côté gouvernemental. Voir Djarma, 2003 :265.

¹⁰ Entretien avec Dr Beyom Malo Adrien, membre fondateur du MPS.

guerre. Déby et sa suite passent la nuit dans cette localité conquise. Le lendemain, le président Hissein Habré, avec deux grandes unités, vient à la rescousse des FANT. Le combat redouble d'intensité et à l'issue des affrontements, Habré est défait et se replie en catastrophe. Deby ordonne sa poursuite qui est engagée sur une distance de soixante-quatorze kilomètres sur l'axe Bahai, Iriba puis Kalaït, mais en vain. Satisfait de cette victoire, Idriss Déby déclare à ses hommes que « Notre mission contre les FANT est terminée. Il y a d'autres problèmes plus aigus qui nous attendent, comment allons-nous diriger le Tchad ? C'est la chose la plus difficile qui nous reste à faire » (Kagne, 1995 :55).

Le 29 novembre, Idriss Déby entre à Biltine puis à Abéché sans combats. Une petite résistance a lieu à Oum Hadjer mais anéantie. Le président Habré de retour à N'Djamena le 30 novembre préside un conseil de ministres qui n'a duré que vingt (20) minutes ; et le 1^{er} décembre, à l'aube, il se retire du pays (Djarma, 2003 :267). Il se réfugie à Dakar en passant par le Cameroun. Habré a bien compris qu'il ne peut jamais faire face à une rébellion soutenue par la France, médiatisée par RFI, hébergée par le Soudan et armée par la Libye. À Abéché, Idriss Déby dépêche en direction de N'Djamena, son vice-président Maldom Bada Abbas et le Chef d'état-major Abbas Koty. La capitale tombe comme un fruit mûr sans combats (Ibid).

On voit bien que, si ailleurs c'est difficile que l'Histoire se répète, il n'en est pas le cas au Tchad. Le 7 juin 1982, c'était Idriss Deby qui conduisait triomphalement les FANT dans la capitale tchadienne, mettant ainsi en déroute le GUNT de Goukouni Weddeye. De même, cette seconde victoire est à mettre à l'actif de Idriss Déby.

Conclusion et discussion

En définitive, cet article s'est attelé à décrypter le rôle que le Darfour a joué dans la conquête des pouvoirs qui se sont succédés au Tchad. Il ressort de l'analyse que le Darfour a favorisé la naissance de la première rébellion contre le régime de François Tombalbaye, le Front de Libération Nationale du Tchad (FROLINAT). Pour ce faire, le Soudan a accordé au FROLINAT « un

sanctuaire où ses combattants pouvaient se retirer, se reposer et s'entraîner » (Buijtenhuijs, 1987 :108). Le Darfour a servi de base arrière aux Forces Armées du Nord (FAN) de Hissein Habré qui ont réussi à arracher un accord de paix avec le CSM du Général Felix MALLOUM. Puis Habré s'est retiré au Darfour en 1980 et a réussi à renverser le GUNT de Goukouni Weddeye en 1982. C'est aussi à partir du Darfour que Hissein Habré sera renversé par IDRIS DEBY qui lui-même fait face à des groupes politico-militaires qui tentent depuis lors de le renverser à partir de leur base qu'ils ne cessent d'installer au Darfour.

Bibliographie

Sources documentaires

Bangoura, M T, 2006, *Violence politique et conflits en Afrique : le cas du Tchad*, Paris, L'Harmattan.

Bouquet, C, 1982, *Tchad : genèse d'un conflit*, Paris, L'Harmattan.

Buijtenhuijs, R, 1978, *Le FROLINAT et les révoltes populaires du Tchad : 1965, 1976*, Paris, Mouton.

Buijtenhuijs, R, 07/07/1997, « Notes sur l'évolution du Front de Libération Nationale du Tchad », *Le Mois en Afrique*, n° 138/139, pp. 118-125.

Buijtenhuijs, R, 1989, « La rébellion tchadienne : guerre Nord-Nord ou guerre Nord-Sud ? », *Politique Africaine*, n°33, pp. 130-135.

Buijtenhuijs, R, 1991, « Hissein Habré : seigneur de la guerre jusqu'au bout », *Politique Africaine*, n°41, pp.135-136.

Buijtenhuijs, R, 1991, « Idriss Déby, le dernier seigneur de la guerre du Tchad ? », *Politique Africaine*, n°44, pp. 128- 133.

Dadi, A, 1987, *Tchad : l'État retrouvé*, Paris, L'Harmattan.

Haggar B, I, 2003, *Tchad : témoignage et combat d'un exilé*, Paris, L'Harmattan.

Haggar, B, I, 2007, Histoire politique du Tchad sous le régime du Président François Tombalbaye : 1966-1975 : déjà le Tchad était mal parti, Paris, L'Harmattan.

Waidou, A, 2004, Le Darfour soudanais et l'instabilité politique au Tchad(1966-2008), Thèse de Doctorat PhD, Université de Maroua.

Kovana, V, 1994, Précis des guerres et conflits au Tchad, Paris, L'Harmattan

Ngangbet, K M, 1984, Peut-on encore sauver le Tchad ? Paris, Karhala

Decraene, P, 1979 « Le Tchad sous les armes », Le Monde, du 23/01/1979, p.4.

Ngansop, G J, 1986, Tchad : vingt ans de crise, Paris, L'Harmattan.

Le Moine, T, 1997, Tchad : 1960-1990 : trente ans d'Indépendance, S. L. Lettres du monde.

Magnant, J P, 1990, L'administration dans les sociétés précoloniales du Tchad, Bordeaux, CEAN.

Kagne, D, C, 1995, « Le conflit tchadien et les interventions extérieures », DEA en Histoire Militaire et Étude de Défense, Université Paul Valéry, Montpellier.

Coudray, H, « Langue, religion, identité, pouvoir : le contentieux linguistique franco-arabe au Tchad.

Sources orales

Liste des personnes contactées

N°	Nom et Prénoms	Nationalité	Fonction/statut	Age	Date d'entretien	Lieu d'entretien
01	Ahmat PAYOUNI	Tchadienne	Assistant/Protection UNHCR/ Abéché	36	28 avril 2008	Abéché
02	BAIWONG Mahamat	Tchadienne	Assistant/Protection UNHCR/ Abéché	36	28 avril 2008	Abéché
03	BANADJI BOGUEL Phyrus	Tchadienne	Assistant	30	10 juin 2008	Abéché
04	CHIBORO DILLO	Tchadienne	Douanier	40	12 juin 2008	Abéché
05	Dr BEYOM MALO Adrien	Tchadienne	Homme politique	52	10 décembre 2010	Moundou
06	Dr KODI Mahamat	Tchadienne	Directeur ENS/ Ndjamena	53	10 Nov. 2010	Ndjamena
07	NGAOUDANDE Michel	Tchadienne	Coord. AFRICARE	45	6 Juin 2008	Abéché
08	HASSAN BABA	Tchadienne	Asst. Programme éducation	33	5 Juin 2008	Camp réfugié/ Gaga
09	BRAHIM Saleh	Tchadienne	S/P Amleyouna	42	6 Juin 2008	Amleyouna
10	LAMANA	Tchadienne	Gendarme	29	6 Juin 2008	Amleyouna

	Bernard					
11	LAWNA GONG Raoul	Tchadienne	Ex Ministre SG Gouvernement	53	1 ^{er} Aout 2008	Ndjamena
12	Mahamat Saleh Ahmat KHAYAR	Tchadienne				
13	ROUTOUANG Yoma Golom	Tchadienne				